

### Une réglementation pour les gérants indépendants : oui mais à certaines conditions

La gestion de fortune non bancaire est une spécificité de la place financière suisse. Les gestionnaires indépendants sont au nombre de 2'500 à 3'500 ; leur taille individuelle est extrêmement variable (de raisons individuelles à sociétés à plus de 100 employés) ; la branche de ces intermédiaires financiers gère environ 10% des avoirs confiés à la place financière suisse.

Savoir s'il faut réglementer et surveiller les gérants indépendants est l'une des questions les plus controversées en droit suisse des marchés financiers. Dans son rapport de l'an 2000 déjà, le groupe d'experts "Zufferey" avait recommandé l'introduction d'un tel régime étatique. Le groupe d'experts fondait sa recommandation sur les arguments principaux suivants : les standards actuels de surveillance n'admettent plus que des professionnels puissent se voir confier l'argent de tiers sans être assujettis à certains contrôles et les gestionnaires indépendants actifs à partir de la Suisse ont de plus en plus de peine en raison de leur non réglementation à se faire admettre auprès de leurs clients à l'étranger, en particulier au sein de l'Union européenne. En 2005 pourtant, le Conseil fédéral décida de ne pas suivre cette recommandation et de maintenir le statut minimal encore actuel : les gestionnaires indépendants ne sont réglementés que sous l'angle de la prévention du blanchiment d'argent.

Ces derniers temps, de nouvelles pressions sont apparues, toutes en faveur d'une réglementation des gestionnaires indépendants. En particulier : dans le secteur des placements collectifs, les gestionnaires de fonds étrangers souhaitent aussi bénéficier d'une reconnaissance officielle ; à l'avenir, les caisses de pension ne pourront plus confier la gestion de leurs avoirs à des professionnels non surveillés ; l'Union européenne aura mis en œuvre d'ici 2013 sa nouvelle réglementation sur les alternative investment funds managers, qui fermera son marché intérieur aux fonds gérés par des professionnels non autorisés ; la crise de 2008-2009 a exacerbé des problèmes divers qui suggèrent aujourd'hui un besoin d'accroître en Suisse également les exigences de qualité dans la gestion de fortune (bancaire comme non bancaire) notamment au "point of sale".

Fort de cet environnement, la FINMA a proposé d'étendre la réglementation existante pour les gestionnaires de placements collectifs suisses également aux placements étrangers distribués en Suisse, ce qui pourrait représenter à terme une surveillance sur plusieurs centaines de gestionnaires supplémentaires. La FINMA est par contre plus circonspecte à l'idée de réglementer la totalité des gestionnaires, voire des simples conseillers en investissement ; elle pense cependant qu'à moyen ou long terme, cette évolution sera pratiquement inévitable.

Dans tous les cas, une réglementation des gestionnaires indépendants actifs en Suisse ou à partir de la Suisse ne pourrait se contenter de simplement les enregistrer sur une liste officielle ; dans le contexte international actuel par ailleurs, une délégation de la réglementation et de la surveillance à des organismes d'autorégulation serait peu crédible.

Du point de vue matériel, la réglementation à mettre en place devrait répondre aux besoins spécifiques de qualité et de protection des gestionnaires indépendants et de leurs clients. C'est ainsi que l'objectif prioritaire devrait être de garantir l'excellence du service de gestion et non pas la solidité financière du gérant au moyen d'exigences de fonds propres ; la rémunération du gestionnaire devrait également être un thème à traiter, afin de lever les incertitudes actuelles sur les rétrocessions en particulier et de ne pas laisser ce thème à la libre disposition du juge civil. Enfin, le recours obligatoire à des auditeurs externes serait sans doute une exigence incontournable pour que la surveillance mise en place soit crédible ; c'est justement la crainte d'avoir à traiter avec des centaines de sociétés de révision inexpérimentées en matière de gestion qui rend la FINMA très prudente à l'idée de réglementer la totalité de cette branche professionnelle.

Jean-Baptiste Zufferey  
Professeur à l'Université de Fribourg  
Membre du conseil d'administration de la FINMA